

## **Interview de Mauricio Hernandez Norambuena**

### **Quand êtes-vous arrivé au Brésil pour participer à l'enlèvement d'Olivetto ?**

Je suis arrivé en juin 2001 avec l'objectif d'éviter la persécution de la police chilienne et je me suis incorporé à l'opération le 13 décembre.

### **Quelles ont été ta participation et ta fonction dans l'affaire ?**

Ma participation s'est limitée aux négociations liées à l'enlèvement, et ma fonction dans l'équipe des négociations était l'analyse des relations et l'élaboration des messages échangés avec la famille du séquestré.

### **Pourquoi Olivetto a-t-il été choisi comme objectif ?**

Je ne connais pas l'analyse ni l'évaluation qui ont amené à sélectionner Olivetto comme objectif parce que je n'y ai pas participé. J'imagine qu'il y a eu des considérations sur la solvabilité économique, la santé et d'autres de caractère opérationnel, comme l'exigent les règles dans ces cas-là.

### **Des documents saisis montrent que vous aviez beaucoup de craintes quant à l'action de la police brésilienne. Pourquoi ?**

Je ne sais pas à quels documents la question se réfère, mais la prudence me paraît être de bon sens en ce qui concerne la police, parce que sa tâche est d'enquêter et de chercher à nous arrêter.

### **Cela a été très difficile de maintenir la discipline du groupe ?**

Par groupe, j'entends les six personnes qui ont été arrêtées à Serra Negra, parce que c'est le seul dont j'ai fait partie dans cette opération. Concernant la discipline, elle était normale.

### **Combien de personnes ont-elles participé à l'opération ? Combien sont nécessaires pour une opération comme celle-là ?**

Je sais seulement que nous étions six dans le groupe auquel j'ai participé. Il y avait aussi le camarade qui faisait la communication avec le lieu de détention. Par les connaissances et l'expérience que j'ai des opérations urbaines, le nombre de participants est déterminé par plusieurs facteurs comme l'objectif, le terrain, l'ennemi, etc. Il n'y a donc pas de nombre fixe pour chaque opération.

### **La guérilla colombienne de Libération Nationale (ELN) a-t-elle financé la séquestration ?**

Le financement de cette opération a été assuré par nous et par les camarades du MIR, à parts égales.

### **La police a trouvé dans vos ordinateurs un document de l'ELN. Comment a-t-il été obtenu ?**

Je ne sais pas exactement comment a été obtenu ce document, mais trouver du matériel écrit ou audiovisuel des organisations armées de Colombie n'est en rien un mystère, de même que pour les zapatistes et d'autres groupes. Internet, par exemple, est un média où généralement tous ont leur page web, diffusent des documents et des opinions. Il existe aussi des représentations dans certains pays, où l'on peut obtenir du matériel de ces organisations, et pareils documents circulent et s'échangent également dans la gauche.

### **La police a trouvé des photos de Luis Alberto Moreno Correa et de Pablo Munoz Hoffman dans son département de Santos (au Brésil). Ont-ils participé à la séquestration ?**

Je n'ai pas connaissance qu'ils y aient participé, je gardais ces photos pour des raisons que je n'ai pas à mentionner ici.

**La police pense qu'il y a eu des militants du FPMR mêlés à la séquestration des publicistes Luis Sales et Geraldo Alonso, qui ont eu lieu au Brésil en 1989 et 1992. Le Front a-t-il été responsable de ces séquestrations ?**

Je n'ai pas connaissance qu'il y ait eu une participation de militants actifs du FPMR à ces occasions.

**La police suspecte que la brésilienne Naila Tosta de Freistas, ex-militante du MIR et de l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (VPR) ait participé à la séquestration. Est-ce vrai ?**

La tentative de mêler cette personne à notre cas me paraît évidente, avec l'objectif de relier la séquestration d'Olivetto à celle d'Adilio Diniz, dans laquelle cette personne figure comme complice. Je ne la connais pas et je n'ai aucune indication montrant qu'elle ait participé à notre opération.

**D'autres brésiliens ont-ils participé à la séquestration ?**

Pas que je sache.

**Lula, le candidat de l'Alliance entre le Parti des Travailleurs (PT) et le PC du Brésil à la présidence, sont donnés gagnant dans les sondages. Votre action a-t-elle pris en considération cette donnée ? Vous ne craignez pas que la séquestration porte préjudice à la gauche brésilienne ?**

Je ne sais pas exactement si les camarades qui ont préparé cette opération ont évalué cela. Je crois qu'il serait difficile que notre cas puisse affecter la candidature du PT, parce que tout un chacun se rappelle encore du show monté par certains secteurs politiques, de la presse et de la police en 1989 pour mêler la séquestration de Diniz au PT et, de cette manière, affecter négativement cette candidature. Mais dans le procès judiciaire, on n'a rien prouvé. Pour cela, je pense qu'une campagne similaire aujourd'hui n'aurait aucune crédibilité.

**Vous êtes en contact avec un quelconque groupe politique brésilien ?**

Je n'ai pas de contact à caractère politique au Brésil.

**Pourquoi les conditions de captivité d'Olivetto ont-elles été si strictes ? Pour le procureur, ce que vous avez fait relève de la torture. Que pensez-vous de cette accusation ?**

Les conditions de captivité d'Olivetto ont été organisées selon des critères préétablis qui avaient pour seul objectif la sécurité du lieu, mais pour autant on n'a pas voulu occasionner de souffrance au séquestré. C'est un fait que les conditions d'enfermement sont difficiles pour n'importe quelle personne, surtout pour celles qui ont une vie sans problèmes, grâce à la richesse économique qu'elles possèdent et dont elles jouissent. L'accusation de torture n'a pas de base juridique. En plus de cela, dans l'interview qu'Olivetto a donnée quelques jours après avoir été libéré, il n'a pas dit qu'il avait été torturé. Nous ne commettons jamais d'abus ou d'humiliations à l'encontre d'un séquestré et la preuve en est donnée par tous les otages du Front Populaire Manuel Rodriguez libérés sains et saufs. Je me réfère aux trois militaires, au journaliste et à l'entrepreneur que le Front a séquestrés au cours de son histoire, toujours pour des buts politiques. Même les militaires qui étaient nos ennemis directs furent traités avec respect et dignité.

**Vos familles ont dit que la police brésilienne vous a torturés. C'est vrai ?**

Je vais répéter ce que j'ai déclaré au tribunal : les camarades Alfredo et Marco m'ont raconté qu'ils ont été torturés par la police à Amparo, on leur a fait subir des chocs électriques, et ils ont été pendus au « pau-de-arara » [NdT : torture où le prisonnier est suspendu la tête en bas, les mains liées derrière les genoux, exposant ainsi ses parties génitales aux coups]. Marco avait des séquelles de ces tortures. Il suffisait qu'il se lève et

son corps tremblait entièrement. Il est de notoriété publique que tant la police que les autres organismes de l'état qui ont une tâche répressive emploient la torture comme méthode, soit pour obtenir des informations du détenu, soit pour insuffler la terreur à la personne qui est torturée. C'est aussi un fait que ces organismes torturent dans l'impunité totale. Enfin, la plupart des dénonciations de torture sont classées sans suite. C'est cela, la triste réalité de notre civilisation.

**Connaissez-vous les militants du MIR qui ont séquestré Abilio Diniz ?**

Je ne connais aucune personne qui ait à voir avec cette affaire.

**La police suspecte que la séquestration ait été planifiée au Mexique et en Argentine. Est-ce vrai ? Quelles sont les activités que le FPMR entretient dans ces deux pays ?**

Je n'ai pas connaissance du pays ou du lieu où a été planifiée la séquestration. Sur les activités du Front dans quelque partie du monde, à l'exception du Chili, je ne me prononcerai pas.

**Combien a-t-on dépensé dans la planification de la séquestration ?**

Je ne le sais pas parce que je n'ai pas participé à cette phase.

**Pour qui aurait été l'argent de la rançon ?**

Les ressources que l'on aurait obtenues auraient été divisées en parts égales avec les camarades du MIR.

**Quelle est l'importance de cette opération pour les activités du FPMR et du MIR ?**

Je pense que l'importance d'une opération financière est en relation avec les besoins financiers, et pour cela son importance peut varier. Je devrais considérer plusieurs éléments pour une évaluation plus exacte de l'importance réelle des ressources que l'on voulait, mais il est évident que je ne peux pas faire cela publiquement.

**Dans un message trouvé par la police, on parle de la nécessité pour un des groupes d'obtenir la moitié à l'avance pour mener une séquestration, à cause de difficultés financières. De quel groupe s'agit-il ? Et s'agit-il de la séquestration d'Olivetto ?**

Ici je préfère répondre à une question qui ne m'est pas posée, concernant la prison dans laquelle je me trouve actuellement (l'annexe de la Maison d'Arrêts de Taubate). Cette prison, dans laquelle nous sommes prisonniers, possède un régime disciplinaire différencié conçu pour des prisonniers récidivistes ou qui ont commis des actes d'indiscipline dans d'autres prisons. On est en isolement dans une cellule vingt-quatre heures par jour, sauf la sortie à la promenade, seul pendant une heure, quatre fois par semaine. En ce qui nous concerne, il est évident que nous ne réunissons aucune des deux conditions requises pour être dans cette prison. En plus, nos sorties au préau se réduisent à une fois par semaine, et pas à quatre comme le dit le règlement. Face à cela, l'unique chose que l'on peut penser est que c'est du à une discrimination idéologique ou à un comportement xénophobe. Pour finir, je dirais que cette prison est pire, pour ce qui est des droits des prisonniers, que celles de Pinochet.

**Qu'est-ce que vous voulez faire quand vous sortirez de prison ?**

Maintenant je vais continuer dans ma cellule à lire « Peleando a la contra » de Charles Bukowski. Quant à mes plans futurs, j'aimerais voir la mer.

**Quand avez-vous commencé à être actif dans la gauche chilienne ?**

J'ai commencé à militer dans les Jeunesses Communistes en 1971, en plein gouvernement de Salvador Allende. Je viens d'une famille de gauche. Mes parents étaient socialistes et mes frères communistes. Dans la période où j'ai commencé à militer, il était très difficile qu'un jeune reste en-dehors du processus politique de l'époque, parce que la vie du pays était totalement politisée, conséquence du

gouvernement de l'Unité Populaire (UP), lequel a contribué à développer de nombreux espaces de participation citoyenne pour affronter les problèmes du pays.

**Par quelles organisations êtes-vous passé ?**

J'ai milité dans les JC jusqu'en 1983, quand j'ai intégré les rangs du FPMR.

**Vous êtes considéré comme le chef militaire du Front. Vous avez eu de l'entraînement dans l'ancienne Allemagne de l'Est ?**

Parler de chef militaire est une chose du passé, quand le Front était un appareil armé, clandestin, hiérarchisé verticalement, dans lequel la dynamique fondamentale était de caractère opérationnel et s'exprimait principalement par des formes armées. A ce moment il y avait des chefs à plusieurs niveaux et, pendant un certain temps, des commandants. Il y a dix ans que le FPMR se transforme, tant politiquement que structurellement. Aujourd'hui il n'y a ni chefs ni ordres. En ce qui concerne la RDA, je n'ai jamais été dans ce pays.

**Avez-vous eu un entraînement militaire à Cuba ?**

Dans les années 1980, comme militant du FPMR, j'ai eu l'opportunité, comme tant de jeunes chiliens d'organisations de gauche, de recevoir une préparation à Cuba, comme partie de l'effort solidaire de cette révolution avec le peuple chilien qui luttait contre la dictature de Pinochet.

**Pourquoi le plan de José Valenzuela Levi d'abattre le général Pinochet en 1986 a-t-il échoué ? Quelles ont été les fautes du point de vue militaire ? Avez-vous participé à cette opération ?**

Avant tout, la planification de l'embuscade pour « *justicier* » le tyran, appelée par le Front « Opération XX<sup>e</sup> Siècle », a été réalisée par un collectif de la direction du Front ; José Joaquín Valenzuela Levi ou « commandant Ernesto » a participé au plan et a été le chef du travail de terrain de l'opération. Sur l'échec, les causes pour lesquelles l'objectif principal n'a pas été atteint sont à chercher dans des aspects techniques et opérationnels, dans des détails du plan et de l'armement utilisé. De mon côté, j'ai profité de l'opportunité d'être convoqué pour cette opération.

**Comment étaient les discussions dans le Front jusqu'à la rupture avec le PC en 1987 ? Pourquoi avez-vous décidé de continuer dans la voie des armes ?**

Il y a eu des divergences politiques qui ont mené à la rupture du Front avec le PC. Elles peuvent se résumer en ce que la fin de la dictature, pour le Front, passait par sa défaite politico-militaire et, pour le PC, par sa défaite politique, en suivant l'itinéraire tracé par Pinochet [NdT : la transition « démocratique »]. Ce désaccord reposait sur des lectures distinctes du contexte. La position du Front explique pourquoi nous continuons dans la voie de la confrontation armée contre la dictature.

**Comment évaluez-vous les chefs du PC, Luis Corvalán et Volodia Teitelboim ?**

En ce qui concerne les dirigeants du PC en général, notre sentiment à l'époque de la rupture fut une grande déception, pour le renoncement qu'ils faisaient d'une politique qu'ils avaient eux-mêmes impulsé et qui, pour le Front, restait valide tant dans la forme que moralement.

**Que savez-vous de la séquestration du colonel de l'armée chilienne, le colonel Carlos Carreno, en 1987, qui a été libéré à Sao Paulo ? Avez-vous participé à cette opération ?**

Cette opération, que nous avons nommée « Prince », fut la première de grande envergure réalisée par le Front dans sa vie indépendante après la rupture avec le PC en 1987. Ce fut un moment politique complexe et sensible, parce que l'on définissait quel type d'issue aurait la dictature. Les secteurs politiques du centre, de la droite et de l'église catholique, sous le patronage des USA, finalisaient un accord avec les militaires pour

une transition pacifique, dans les limites de la constitution de Pinochet, promulguée en 1980. Cela prévoyait un plébiscite en 1988, au cours duquel on déciderait si Pinochet continuait comme Président ou si des élections étaient organisées en 1989. D'autre part, c'étaient les secteurs les plus radicalisés qui proposaient de renverser la dictature. Pour cela, cette opération avait comme objectif de faire connaître au pays la position du Front – une des exigences pour libérer Carreño fut la publication dans la presse de plusieurs déclarations du Front. Avec elle on exigeait la livraison, de la part de l'état, de marchandises et d'aliments dans plusieurs quartiers populaires de Santiago. Avec la libération du colonel à Sao Paulo, sain et sauf, une immense sympathie se produisit dans les secteurs populaires. Ce fut sans doute un coup au moral de la dictature, parce que cela signifiait se moquer des services de sécurité et du contrôle de fer qu'ils exerçaient sur le pays. Sous le commandement du camarade Rigoberto, un des principaux chefs opérationnels du Front, j'ai participé à plusieurs phases de l'opération.

### **Pourquoi continuer une lutte armée, depuis que Pinochet a quitté le gouvernement ?**

Les éléments qui expliquent pourquoi nous poursuivons sur le même chemin sont multiples. Fondamentalement ce fut de ne pas avoir été capables d'interpréter, dans toute son ampleur et sa portée, le nouveau contexte politique qui s'ouvrait. Dans notre réflexion postérieure il y a eu une phrase qui synthétise bien cette idée : « *La réalité est allée d'un côté et nous sommes allés de l'autre* ». Dans les années 1992 et 1993 il est devenu évident que nous ne pouvions pas continuer dans la même dynamique opérationnelle, alors que le Front s'était réduit à une expression minimale. C'est un des principaux facteurs qui ont lancé le processus de réflexion dans nos rangs et nous a amené à changer notre politique, partant de la reconnaissance de notre stratégie (la Guerre Patriotique et Nationale). Se définit alors le travail social de base et l'insertion dans la réalité politique et sociale comme forme de notre participation au processus de réarticulation globale des secteurs les plus frappés par la domination néolibérale, qui résistent et réclament leur droit de penser et de construire un autre monde ou, comme le dit le sous-commandant Marcos des zapatistes, « *Un monde où il n'existe pas beaucoup de mondes* ».

### **Pourquoi avoir abattu le sénateur Jaime Guzmán ?**

En 1990, avec l'avènement du gouvernement civil, le Front avait la conviction que les responsables intellectuels et matériels des violations aux droits humains, durant les dix-sept années de dictature militaire, ne seraient ni jugés ni punis, ceci du fait que les secteurs politiques compromis dans la transition politique négociée avec les militaires considéraient que la justice serait faite dans la mesure du possible. En d'autres termes ils admettaient qu'il y aurait une justice dans la mesure où Pinochet le permettrait. Pour cela, il était évident qu'il n'y aurait pas de justice pour les milliers de disparus, torturés, exilés, etc. Cela nous a amenés à définir une série d'objectifs pour qu'on les "justicie"; c'étaient des auteurs ou complices de ces crimes. Guzmán était un anticommuniste enragé, dirigeant en chef de l'extrême-droite chilienne et instigateur du coup d'état militaire de 1973 qui a renversé Salvador Allende et qui en a terminé avec la démocratie. Depuis il a agi comme l'un des principaux idéologues de la dictature. Voici quelques-uns des motifs qui nous ont menés à le "justicier".

### **Pourquoi la séquestration de Christian Edwards ? L'argent a-t-il servi à financer le Front ?**

La séquestration d'Edwards avait pour le Front une finalité financière, et joint à cela, nous avons frappé une des plus puissantes familles, ayant des liens reconnus avec les USA. Mais fondamentalement il s'agissait d'obtenir les ressources dont nous avions besoin.

**Est-il vrai que le Front a eu un accord avec le gouvernement chilien, selon lequel les dirigeants de l'organisation resteraient libres s'ils partaient en exil et arrêtaient leurs activités dans le pays ?**

Le FPMR n'a fait aucun accord de ce type avec le gouvernement chilien. Une autre chose est que, de façon individuelle, tel ou tel personnage ait négocié pour son bénéfice personnel. On peut le supposer, puisque certains ex-dirigeants du FPMR vivent actuellement au Chili en toute légalité et avec la reconnaissance des autorités. Agdalin Valenzuela fut un traître. Pour la police, il a été exécuté par ses camarades qui se méfiaient de sa trahison. Nous avons des indices qu'Agdalin Valenzuela a collaboré avec les services de sécurité du gouvernement chilien depuis 1992, fournissant des informations à la direction de la sécurité, connue également comme l'Oficina. Toute la durée de ce travail d'espionnage, il a milité activement dans le Front. Les informations qu'il a obtenues sur le FPMR et qu'il a fournies à l'Oficina ont signifié la chute de certains militants du Front et aussi la perte de ressources. Ce sujet fut un allié de l'Oficina dont l'objectif était, entre autres, l'anéantissement du FPMR.

**La police chilienne dit qu'elle a intercepté des conversations à vous depuis Cuba, avec vos parents au Chili, depuis votre fuite en 1996. Avez-vous été à Cuba ? Comment expliquez-vous que vous ayez un timbre cubain sur un des passeports saisis par la police ?**

Sur notre séjour ou non à Cuba, je ne vais pas me prononcer. D'abord, parce que le communiqué du gouvernement cubain devrait être suffisant, ensuite parce que je ne vais pas alimenter une polémique initiée par ceux qui prétendent créer des problèmes ou nuire à ce pays. Au sujet du timbre que j'avais sur un des passeports, il y a une signature de 1994. Il suffit de se rappeler que j'étais prisonnier depuis août 1993 jusqu'à décembre 1996.

**Le Front prépare-t-il de nouvelles actions au Chili ?**

Comme je l'ai déjà dit, la réalité du Front aujourd'hui et hier est différente, et ce que nous faisons ne passe pas par la réalisation ou non d'actions armées. Sa praxis est un produit de la dynamique politique et sociale à laquelle il participe.